

De la gestion de la ressource en eau

Au titre de la directive cadre sur l'eau, les zones humides ne constituent pas des « masses d'eau », mais sont concernées directement au titre de cette directive européenne comme "**écosystèmes associés aux masses d'eau**". Elles contribuent à l'atteinte des objectifs de cette directive du fait de leurs différentes fonctions dans le grand cycle naturel de l'eau et comme milieux humides riches (tant dans les aspects qualité que quantité moyennant leurs **fonctions** et **services rendus**).

L'histoire de la politique de l'eau, les principes, les enjeux actuels...

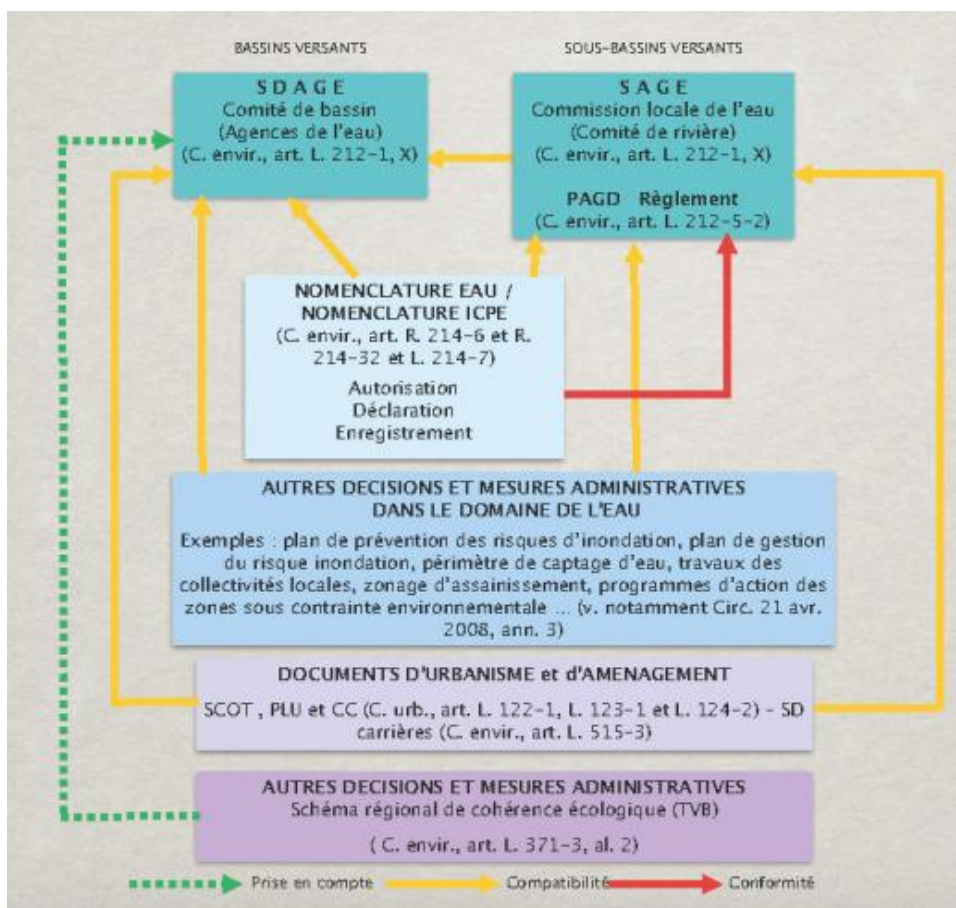
La politique publique de l'eau en France par l'Onema

La directive cadre sur l'eau

La **directive cadre européenne sur l'eau (DCE)**, transposée en droit français par la **loi du 21 avril 2004**, confirme et renforce les principes de gestion de l'eau en France définis par les lois sur l'eau **de 1964** et **de 1992**. Elle vise à parvenir au plus tard fin 2015, sauf report de délai justifié (et au plus tard dans ce cas en 2027), au bon état des eaux (ou du bon potentiel pour des masses d'eau fortement modifiées par l'activité humaine ou artificielles) et à assurer la non-détérioration de l'état des eaux.

Les principes de la gestion des eaux en France sont notamment les suivants :

- la gestion par district hydrographique (unité hydrographique naturelle) ;
- la mise en place par cycle de 6 ans d'un plan de gestion, appelé en France le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) depuis 1992, et accompagné d'un programme de mesures ;
- le principe de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau qui vise à concilier la satisfaction des usages et la préservation des milieux aquatiques ;
- la participation des acteurs de l'eau à la gestion, à travers les comités de bassin, ainsi que par des consultations du public sur certaines étapes ou documents clés de la procédure d'élaboration des SDAGE et programmes de mesure selon ce cycle de 6 ans ;
- le principe " pollueur-payeur "et la récupération des coûts.



les **Zones humides d'intérêt environnemental particulier** (ZHIEP), sur lesquelles des programmes d'actions sont mis en œuvre, les **Zones stratégiques pour la gestion de l'eau** (ZSGE), permettant la mise en place de servitudes.

- Le règlement peut édicter des règles nécessaires au maintien et à la restauration de ces zones.

Les PAGD et règlement sont élaborés dans le cadre d'instances de concertation - les commissions locales de l'eau - réunissant élus, usagers de l'eau et représentants de l'administration.

Retrouvez dans **la fiche Gesteau "Les zones humides dans les SAGE"** 2065286, Groupe national SAGE - des informations pour définir un stratégie de préservation et de restauration des zones humides sur votre territoire.

Vous avez dit SAGE ...

En Aquitaine et Normandie---Les eaux et les hommes par TeleSavoirs